

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS217/42  
11 novembre 2004

(04-4841)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – LOI DE 2000 SUR LA COMPENSATION POUR CONTINUATION DU DUMPING ET MAINTIEN DE LA SUBVENTION

### Recours de la Corée à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends

La communication ci-après, datée du 10 novembre 2004, adressée par la délégation de la Corée à la Présidente de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.

La République de Corée demande que le point suivant soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion du 24 novembre 2004 de l'Organe de règlement des différends:

*États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*

*Recours de la République de Corée à l'article 22:7 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*

Le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont constaté que la Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention ("CDSOA") était incompatible avec les obligations des États-Unis au titre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994"), de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce. Le 27 janvier 2003, l'Organe de règlement des différends ("ORD") a adopté le rapport de l'Organe d'appel et le rapport du Groupe spécial, modifié par le rapport de l'Organe d'appel. Les États-Unis ont déclaré qu'ils avaient l'intention de mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD mais ne l'ont pas fait dans le délai prescrit (avant le 27 décembre 2003).

Par conséquent, le 15 janvier 2004, la République de Corée a demandé l'autorisation de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de concessions tarifaires et d'autres obligations au titre du GATT de 1994. Étant donné que les États-Unis ont contesté le niveau de la suspension proposée, la question a été soumise à arbitrage, conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, le 26 janvier 2004.

Le 31 août 2004, l'arbitre a rendu sa décision, dans laquelle il a conclu ce qui suit:

5.2 [L]a suspension par la République de Corée de concessions ou d'autres obligations sous la forme de l'imposition d'un droit d'importation additionnel supérieur aux droits de douane consolidés sur une liste de produits originaires des

États-Unis couvrant, sur une base annuelle, une *valeur totale des échanges* ne dépassant pas, en dollars des États-Unis, le montant résultant de l'équation suivante:

Montant des paiements au titre de la CDSOA, pour l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, relatifs aux droits antidumping ou aux droits compensateurs acquittés sur les importations en provenance de la République de Corée sur cette période, tels qu'ils sont publiés par les autorités des États-Unis,

*multiplié par:*

0,72

serait compatible avec l'article 22:4 du Mémoire d'accord.<sup>1</sup>

Conformément à l'article 22:7 du Mémoire d'accord, la République de Corée demande à l'ORD l'autorisation de suspendre, à l'égard des États-Unis, l'application de concessions tarifaires et d'autres obligations au titre du GATT de 1994, y compris les articles I<sup>er</sup> et II dudit accord, sous la forme de l'imposition de droits d'importation additionnels sur les produits originaires des États-Unis, à un niveau ne dépassant pas chaque année 72 pour cent du montant des paiements au titre de la CDSOA relatifs aux droits antidumping ou aux droits compensateurs acquittés sur les importations en provenance de la République de Corée pour l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles au moment considéré, conformément à la décision de l'arbitre du 31 août 2004.<sup>2</sup>

En outre, conformément à la décision arbitrale, la République de Corée notifiera chaque année à l'ORD, avant l'entrée en vigueur de la suspension de concessions ou d'autres obligations, la liste des produits sur lesquels le droit d'importation additionnel sera prélevé. Ces produits seront tirés de la liste indicative de produits jointe.

---

<sup>1</sup> WT/DS217/ARB/KOR, paragraphe 5.2.

<sup>2</sup> WT/DS217/ARB/KOR.

**ANNEXE: LISTE DE PRODUITS**

Les produits visés par la liste sont définis par la désignation des produits figurant dans le Tarif douanier harmonisé de la République de Corée. Les désignations figurant ci-dessous sont indiquées uniquement à des fins d'information.

<b>Désignation</b>		<b>Codes du SH (10 chiffres)</b>
Préparations pour lessives		3402-20-1000
Objets en verre pour le service de la table, pour la cuisine, la toilette, le bureau, l'ornementation des appartements ou usages similaires, autres que ceux des n° 70.10 ou 70.18)	objets en vitrocéramique	7013-10-0000
	autres	7013-39-0000
Morues ( <i>Gadus morhua</i> , <i>Gadus ogac</i> , <i>Gadus macrocephalus</i> ), à l'exclusion des foies, œufs et laitances		0303-60-0000
Baudroies		0303-79-9091
Raies		0303-79-9096